

Roland Lombardi

Doctorant à l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman (IREMAM)

Quel avenir pour l'armée dans la « nouvelle Égypte » ?

Deux ans après la révolution et le départ de Hosni Moubarak, le 11 février 2011, le plus grand et le plus important mouvement populaire de protestations qu'ait connu l'Égypte contemporaine ne donna naissance qu'à la montée en puissance des Frères musulmans et à un bras de fer entre ces derniers et les généraux du Caire. Si l'armée conserve le contrôle de son budget et défend ses intérêts économiques, peut-elle jouer encore un rôle politique face au président islamiste Mohamed Morsi ?

Les militaires égyptiens, incarnés par le Conseil suprême des forces armées (CSFA), n'ont pas pris le pouvoir le 11 février 2011. Ils avaient déjà pris les rênes du pays le 23 juillet 1952, lorsque les officiers libres ont renversé la monarchie du roi Farouk, au pouvoir depuis 1936. Depuis, et de façon ininterrompue pendant presque 60 ans, ce sont toujours des chefs militaires qui se sont succédés aux commandes.

En 1952, Nasser et ses huit compagnons membres du comité du Mouvement des officiers libres (1) sont jeunes (moins de quarante ans), idéalistes, politisés et issus des classes populaires. Ils ne sont pas des idéologues et se veulent nationalistes, mais ne souhaitent que l'amélioration de la vie de leurs compatriotes. Cependant, ils ont tous, outre leur formation militaire, milité dans divers partis ou formations politiques de droite ou de gauche, comme les Chemises vertes (mouvement de jeunesse du parti *Misr el-Fatah*, Jeune Egypte) pour Nasser, les Frères musulmans, voire même le Parti communiste pour d'autres. Rompus aux techniques politiques, révolutionnaires et clandestines, ils connaissent donc parfaitement la société égyptienne, avant de devenir les officiers supérieurs et les cadres du régime. Ceci est un élément important pour comprendre la psychologie des généraux égyptiens, les « vrais maîtres » du pays, tous formatés par les anciens *bikbachis* (les « colonels », c'est-à-dire la génération de Nasser).

Une aura populaire

Les militaires ont toujours pris soin de ne jamais se couper de la population. Dès les premières années après la prise du pouvoir par les officiers libres, ces derniers influencèrent l'esprit de toute l'armée dans ce sens. Le danger était que les officiers ne forment à leur tour qu'un milieu privilégié et fermé de nouveaux pachas nantis, d'où un renouvellement régulier des effectifs qui ont empêché la constitution de castes. La hiérarchie s'en avisa toujours. Par des mesures populaires, des circulaires, des revues et des conférences, elle mit constamment en garde ses officiers contre un divorce éventuel avec les Égyptiens.

L'armée est l'institution la plus prestigieuse de part ses effectifs (438 000 hommes et 479 000 réservistes en 2011), mais aussi parce ce qu'elle paraît pour beaucoup d'Égyptiens comme « une grande famille ». D'ailleurs, entrer à l'académie est un honneur et représente un des seuls moyens efficaces de promotion sociale. Elle dispose ainsi d'un énorme capital de confiance, de sympathie et de vénération dans la population. De plus, les guerres contre Israël (1948-1949, 1956, 1967, 1973) ont aussi soudé la nation autour des militaires. La propagande officielle n'a jamais été avare de l'image glorieuse du soldat défendant le pays.

Enfin, l'un des moyens ingénieux pour l'armée de garder son prestige fut de renforcer le corps de la police. Aux ordres d'un général, cette force se distingue moins qu'en Occident de l'armée proprement dite. En fait, elle n'est pour ainsi dire qu'une « arme » spécialisée et non

moins importante que les autres. Cette police va surtout être pour l'armée comme un paravent attirant à elle les éventuels ressentiments de la population concernant un maintien de l'ordre souvent musclé et une justice toujours expéditive... Ainsi, au fil du temps, l'armée devint moins une institution chargée d'assurer la défense du pays que la garde prétorienne et surtout, l'âme du régime. D'autant plus que les militaires sont propriétaire d'un empire économique (selon certaines estimations elle détiendrait jusqu'à 45% de l'économie du pays) et sa domination sur tous les secteurs est quasi absolue, de la production de l'huile d'olive, des bouteilles d'eaux minérales, jusqu'aux stations services en passant par le marché de l'immobilier, l'industrie de la pêche ou le secteur stratégique du tourisme... (2).

Enfin, les généraux égyptiens se sont toujours révélés, sur les champs de bataille, devant leurs homologues israéliens, comme de piètres tacticiens et stratèges. En revanche, ils ont été de redoutables politiques durant 60 ans. Les officiers supérieurs ont bien retenu les leçons des *bikbachis* : pour conserver le pouvoir et protéger leur chef, les généraux du Caire ont dû déjouer une multitude de complots et de tentatives d'assassinat (sauf pour Anouar el-Sadate, mort dans un attentat le 6 octobre 1981). Face au terrorisme, aux tentatives de sédition, aux Frères musulmans et, enfin, aux « émeutes du pain » en 2008, causées par une grave crise alimentaire, ils ont dû réprimer, louvoyer, parfois ouvrir un peu leur régime d'une main tout en gardant l'épée dans l'autre... C'est leur sens politique et leur capacité à sentir les rapports de forces qui sont le secret de leur longévité.

La gestion de la révolution

Proches de Hosni Moubarak (1981-2011), les militaires vont pourtant apparaître comme « au-dessus de la mêlée », gérer la révolte de janvier 2011 et « récupérer » ce mouvement dans le but de se maintenir au pouvoir. Commencée le 25 janvier 2011 par d'importantes manifestations dans la plupart des grandes villes du nord, mais surtout au Caire, où la place Tahrir va en devenir très vite l'épicentre et le symbole, la révolution égyptienne va durer 18 jours. La gestion tactique de la crise par l'armée va alors se révéler admirable. C'est elle qui est chargée de faire respecter le couvre-feu établi dès le 28 janvier. Déjà, elle joue l'apaisement au lieu d'une répression ferme. La décision de ne pas ouvrir le feu sur la foule vient du fait que les généraux comprirent qu'il ne fallait surtout pas compromettre irrémédiablement leur crédit et leur popularité, et profiter de ce mouvement irréversible, afin de se débarrasser d'un Moubarak devenu impopulaire, et surtout, de son fils Gamal, qu'ils détestaient. (3)

Le 29 janvier, la présidence annonce la constitution d'un nouveau gouvernement composé de militaires de haut rang écartant ainsi les ministres tant décriés issus du monde des affaires. Dans la rue, l'armée reste en observation tout en se gardant d'intervenir directement, laissant la colère des manifestants se focaliser sur la police et Moubarak. Elle prend bien soin de laisser les forces de sécurité et la police s'occuper de la répression et être en première ligne dans les affrontements. Puis, usant d'une grande ambivalence, les militaires tenteront toutefois une série de nouvelles manœuvres (lancement de contre manifestation pro-Moubarak...), espérant ramener l'obéissance par l'intimidation (avions de chasse et hélicoptères survoleront à basse altitude la place Tahrir), la terreur de la population face au chaos (pillages, tensions entre quartiers et villages...) et la stratégie de la tension (épisode des *baltaguias*, ces voyous payés par le régime pour attaquer les manifestants).

Parallèlement, la communication de l'armée fut exemplaire : fidèles à leur rôle paternaliste, les généraux proclameront tout au long des événements qu'ils jugent « légitimes » les revendications des manifestants, qu'ils protégeront « la grande révolution du grand peuple égyptien » et qu'ils ne feront jamais usage de la force à son encontre. Toutefois, face à une contestation qui ne faiblissait pas et afin d'éviter que le pays ne sombre dans le chaos, les militaires vont pousser vers la sortie celui qui était constitutionnellement et symboliquement

leur chef. Ce choix est d'autant plus facile que les demandes des manifestants, grâce en grande partie à l'attitude et aux manœuvres de l'armée, se focalisaient sur Moubarak. Le 10 février, le CSFA se réunit, pour la première fois, sans la présence du chef de l'État. Le lendemain, l'armée déclare qu'elle a pris le contrôle de la situation et qu'elle s'assurera de la tenue d'élections libres tandis qu'en fin d'après-midi, le départ de Moubarak est annoncé.

Transition démocratique ou opération cosmétique ?

Après la chute du dictateur, le pouvoir sera transféré totalement à l'armée et les généraux du CSFA, qui vont alors se présenter comme les garants de l'ordre et de la transition démocratique. Celle-ci ne devait durer que six mois, au terme desquels le pouvoir serait remis aux civils... Toutefois, au lieu de s'entendre avec les libéraux de la place Tahrir et de prendre en compte les revendications sociales et politiques, la hiérarchie militaire va gérer l'après-dictature selon ses intérêts et afin de se maintenir au pouvoir.

Certes elle a éliminé Moubarak, jeté ses fils en prison, interdit sa formation politique, le Parti national démocratique, rencontré symboliquement des représentants des manifestants et, enfin, adopté un calendrier constitutionnel. Toutefois, durant cette longue année 2011 de crise toujours jalonnée d'impatience, de protestations, de manifestations, parfois de heurts et tout en laissant se développer les problèmes sociaux liés au ralentissement de l'activité économique et surtout, une insécurité dont les Égyptiens n'étaient pas habitués, le régime militaire prit, paradoxalement, les habits neufs de l'éventuel recours face au désordre. Ainsi, l'armée continua à s'assurer un avenir politique, tout en œuvrant pour empêcher la chute totale de l'ordre ancien. Des arrestations se sont poursuivies et les généraux se sont donnés du temps et les moyens de se maintenir au pouvoir, notamment en montant ses adversaires islamistes et laïques les uns contre les autres et en « recyclant » les notables de l'ère Moubarak dans les divers mouvements du nouveau paysage politique égyptien finalement très peu modifié... Surtout, ils se sont rapprochés des Frères musulmans, qui n'avaient pourtant rejoint que tardivement le mouvement protestataire mais qui, mieux organisés, en devinrent alors les premiers bénéficiaires.

Le maréchal Hussein Tantawi et le CSFA ont aussi misé, tout comme l'ont fait par le passé Anouar el-Sadate et Hosni Moubarak, sur la vieille tactique de « soutenir » secrètement les islamistes pour les présenter comme une menace, un repoussoir et, après la révolution, une vitrine démocratique, cela afin de sauvegarder l'appui, les armes et l'argent de l'Occident. L'alliance entre les deux conservatismes a permis de stabiliser relativement la situation et faire en sorte, en définitive, que le régime survive au départ de son chef. Cette stratégie - jouer sciemment la politique du pire, laissant la situation s'aggraver et faisant « monter » les islamistes afin que la population leur demande finalement de rester aux commandes - ne risquait-elle pas de se révéler dangereuse pour les militaires ?

En effet, des élections législatives libres sont organisées entre novembre 2011 et janvier 2012, mais elles se soldent par la victoire des islamistes : Les Frères musulmans obtiennent 44,6 % des voix et les salafistes du parti An-Nour, devenue deuxième force politique, 22,5%. En vue de l'élection présidentielle de mai-juin 2012, le CSFA mit alors à l'écart le leader le plus charismatique des Frères musulmans, Khairat el-Shater. Les militaires argumentaient qu'il ne pouvait prétendre au poste de *rais*, car il était sorti de prison en 2011, tandis que la loi électorale stipule que toute personne peut se présenter candidat si elle n'a pas été emprisonnée depuis au moins six ans.

Malgré cela, les deux finalistes des élections présidentielles furent le « candidat de l'ordre et de l'armée », Ahmed Chafik, général d'aviation et dernier Premier ministre de Moubarak, et Mohamed Morsi, un civil de 61 ans, candidat et président du Parti de la liberté et de la justice, issu des Frères musulmans. C'est finalement ce dernier qui remportera l'élection le 17 juin 2012, une victoire officialisée qu'après quelques jours de tensions et d'incertitudes, les

militaires cherchant vraisemblablement à préparer le mieux possible (pour eux) la transition « démocratique » tant espérée...

Entre temps, à 48 heures du second tour, le 15 juin, la Haute Cour constitutionnelle avait dissout la Chambre basse, dominée depuis janvier par les islamistes. De plus, le CSFA publia deux jours plus tard une « déclaration constitutionnelle » qui réduisait ostensiblement les prérogatives du futur président. Enfin, préférant le modèle du *soft coup* turc de 1997 (4) et la subtilité de la négociation en coulisse avec les islamistes, les généraux égyptiens finirent donc par accepter la victoire de Mohamed Morsi, mais à leurs conditions (5). Le nouveau chef de l'Etat prête serment le 30 juin 2012. Pour la première fois depuis 1954, le président de la République égyptienne est un civil, islamiste de surcroît.

Fin de partie pour l'armée ?

A première vue, au lendemain de l'investiture de Morsi, Hussein Tantawi, président du CSFA, ministre de la Défense depuis 1991, semblait rester le véritable maître du pays. Néanmoins, malgré toutes les précautions prises et les gardes fous érigés par l'armée, l'entente tacite sembla voler en éclat et un bras de fer entre militaires et Frères musulmans a rapidement commencé. En effet, la première décision de Morsi, fort de son nouveau statut présidentiel, fut d'annuler la dissolution du parlement (dominé par les islamistes) du 15 juin et voulue par l'armée. Le 12 août, il décidait de mettre à la retraite le puissant maréchal Tantawi, ainsi que le chef d'état-major et numéro 2 du CSFA, le général Sami Hafez Annan.

Ces derniers coups de boutoir des islamistes sur le système militaire égyptien annonçaient-ils un transfert de pouvoir total en faveur des Frères musulmans et la fin prochaine du régime des généraux ? Une fois limogé, Tantawi a été immédiatement décoré de la médaille du Nil, la plus haute et la plus prestigieuse distinction égyptienne, et a été nommé conseiller spécial du président, tout comme Sami Hafez Annan. Par ailleurs, son remplaçant au ministère de la Défense n'est autre que le général Abdel Fatah Khalil al-Sisi, membre du CSFA et ancien chef des renseignements militaires, formé aux États-Unis. Un autre cadre du conseil suprême, le général Mohamed al-Assar, est chargé des relations avec Washington.

Ainsi, derrière l'apparente décision de Mohamed Morsi de se défaire des dirigeants militaires, n'y a-t-il pas plutôt une mise en scène concertée, une manœuvre d'Al-Sisi et d'Al-Assar ? Ces promotions ne sont-elles pas juste un changement générationnel au sein du CSFA et une reconfiguration ou un nouvel équilibrage dans les relations entre les Frères musulmans et l'armée ? Fin 2012, l'armée égyptienne reste toujours très puissante économiquement et militairement, et surtout tout à fait déterminée à conserver ses privilèges financiers.

Pourtant les similitudes avec le précédent turc de 1997 restent troublantes. Il ne faut pas sous-estimer d'ailleurs les Frères musulmans et le nouveau président issu de leur rang, et que l'on présentait pourtant comme un « pantin ». A l'instar des islamo-conservateurs du Parti de la justice et du développement turc (AKP), la confrérie peut très bien, à force de pressions, de belles paroles, de gestes apaisants pour rassurer les Américains (on l'a vu avec le rôle de l'Égypte dans le cessez-le-feu entre le Hamas et Israël en novembre 2012) et de victoires électorales, renvoyer définitivement les généraux dans leurs casernes ou même derrière les barreaux.

Il est certain que les religieux du Caire, très enracinés dans le pays depuis les années 1930, capables de rassembler des millions de sympathisants dans les rues et détenteurs désormais du soutien du petit peuple des déshérités et surtout, de la légitimité populaire, feront tout ce qu'ils pourront pour, à plus ou moins long terme, régner seuls et imposer leur leadership. Les militaires et tous ceux qui craignent une future chape de plomb islamiste, comme les libéraux, les milieux nationalistes, les milieux d'affaires, les étudiants, les Coptes et bon nombre de femmes, le savent.

Le « coup de force » du président égyptien du 22 novembre 2012 – lorsqu’il s’attribua les pouvoirs de légiférer et d’annuler des décisions de justice, puis approuva le 30 novembre le projet de Constitution préparé par une commission entièrement composée d’islamistes après le boycott des libéraux - en est une illustration.

En décembre 2012, l’opposition est redescendue en masse dans les rues et de graves heurts ont éclaté entre manifestants anti-Morsi et Frères musulmans, causant plusieurs morts et plusieurs centaines de blessés.

Les militaires, qui ont reçu le 10 décembre « tous les pouvoirs d’arrestation judiciaire » par décret présidentiel, ne souhaitent pas s’engager dans le triste scénario algérien des années 1990, provoquant une longue et douloureuse guerre civile après un brutal arrêt du processus démocratique. L’opposition, incarnée par le Front du salut national, a refusé tout dialogue. Si Mohamed Morsi ne vacille pas et que la situation venait à dégénérer, rendant le pays ingouvernable, l’armée égyptienne pourrait revenir sur le devant de la scène... mais à quel prix ?

Roland Lombardi

NOTES

- (1) Les neuf membres du comité du Mouvement des officiers libres étaient : Gamal Abdel Nasser (1918-1970), Abel Hakim Amer (1916-1967), Anouar el-Sadate (1918-1970), Salah Salem (1920-1962), Hassan Ibrahim (1917-1990), Kamal el-Din Hussein (1921-1999), Gamal Salem (1918-2011), Khaled Mohieddin (né en 1922), Abdel Latif Boghdadi (1917-1999), Hussein al-Shafei (1918-2005) et Zakaria Muhieddin (1918-2012). Il ne faut pas oublier la figure, plus âgée, de Mohamed Naguib (1901-1984), premier président de la république égyptienne, entre juin 1953 et novembre 1954.
- (2) Avec un budget de la défense estimé en 2010 à 4,56 milliards de dollars, auquel il faut ajouter aussi l’aide annuelle d’un peu plus d’un milliard de dollars accordée par les Etats-Unis à l’armée égyptienne.
- (3) Les privatisations d’entreprises menées par Gamal et son cabinet d’hommes d’affaires entre 2004 et 2011 exaspéraient les militaires qui craignaient aussi que le fils du *raïs* succède à son père alors qu’il ne provenait pas des rangs de l’armée.
- (4) En Turquie, l’institution militaire s’est toujours considérée comme le seul véritable défenseur de la laïcité. Dotée d’un réel pouvoir économique, l’armée turque a, par ailleurs, toujours gardé la haute main sur les affaires extérieures et la sécurité intérieure. C’est ainsi que cette dernière procéda à trois putschs (1960, 1971 et 1980) et deux *soft coups* pour enrayer la montée des islamistes en 1997 et en 2007. Si le premier mit fin à une coalition gouvernementale dirigée par des islamistes, le second n’empêcha pas l’accession à la présidence de la République de l’islamo-conservateur Abdullah Gül.
- (5) Selon certaines sources, le CSFA aurait conclu un accord avec Khairat el-Shater, selon lequel Mohamed Morsi deviendrait président et l’armée continuerait à tenir les rênes du pouvoir, contrôlant l’essentiel des rouages de l’Etat et de l’économie.